



# ARRÊTÉ PERMANENT

**RESTRICTION DE CIRCULATION**

**ET DE STATIONNEMENT**

**RUE NATIONALE 20**

**AU TITRE DE L'ANNEE 2026**

**BALISAGE D'URGENCE POUR LA SECURISATION**

**DES USAGERS DE LA ROUTE**

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

> Date 18 NOV. 2025 Arr DST 2025-0304

**PAR LA SOCIETE AXIMUM**

**Le maire de la Ville de Saran,**

Vu l'arrêté n°ARR\_DGS\_2024\_138 du 10 septembre 2024 portant délégation à Monsieur José SANTIAGO, 3ème Adjoint délégué, en charge de l'Espace public, du Patrimoine et de l'Environnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

Considérant que les interventions de balisage d'urgence sur la rue de la Nationale 20 nécessitent un arrêté de voirie permanent afin d'assurer la sécurité des usagers de la route.

## **ARRÊTÉ**

**Article 1 :** L'entreprise AXIMUM est autorisée à occuper la rue de la Nationale 20 aux fins de réaliser des travaux de balisage d'urgence afin d'assurer la sécurité des usagers de la route, de jour comme de nuit.

**Article 2 :** Afin de permettre les travaux nécessitant une restriction, la circulation s'effectuera soit en « alternée » par feux tricolores, soit réglementée par des hommes trafics de chantier ou par panneaux selon les caractéristiques de la voie et le stationnement sera interdit sur cette même zone.

**Article 3 :** La signalisation de part et d'autre de la zone d'interdiction sur le domaine public sera réalisée conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur. La signalisation sera fournie, mise en place et retirée par l'entreprise AXIMUM.

**Article 4 :** L'occupation autorisée en vertu de l'article 1 du présent arrêté ne doit pas entraîner :

- Un alternat d'une longueur supérieure à 100 mètres,
- Une limitation de vitesse,
- Une déviation de circulation,

auquel cas, un arrêté spécifique devra être pris par l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation.

**Article 5 :** Cet arrêté permanent est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026.

**Article 6 :** Toutes les dispositions seront prises par l'entreprise AXIMUM en vue de permettre le libre accès des riverains, le passage des services de secours et d'incendie et la collecte des déchets.

**Article 7 :** En cas d'infraction au présent arrêté, l'entreprise AXIMUM sera tenue responsable et pourra faire l'objet de poursuite conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la zone d'interdiction.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera notifié à M. le Directeur de l'entreprise AXIMUM.

**Article 10 :** Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie,  
Le Commissaire Central de Police  
Le Service de Police Municipale  
Le Service Gestion des Déchets d'Orléans Métropole  
Le Service Assainissement d'Orléans Métropole  
Le Pôle territorial Nord d'Orléans Métropole  
Kéolis,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



**José Santiago**

adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et à l'environnement